

<https://www.collectiflieuxcommuns.fr/?428-travail-et-crise-du-conflit>



# Travail et crise du conflit politique dans les sociétés occidentales

- Nos textes - Textes de sympathisants - Leylavergne J.-L. -

Date de mise en ligne : mercredi 12 janvier 2011

---

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

---

Article de Jean-Luc Leylavergne paru dans la revue *« Noir & Rouge »*, n°28, 1993

*Un dossier sur le travail, et un gros... Nous avons traité du syndicalisme (Noir & Rouge n°1) et tenté un bilan politique, économique et social des années 80 (Noir & Rouge n°24-25). Il sera ici question du travail sous l'angle historique et philosophique - pour voir comment une certaine sacralisation du travail a influé sur l'idéologie des révolutionnaires depuis plus d'un siècle. Puis du travail sous l'angle économique et social, avec une analyse du fordisme et de la société duale. Enfin, du travail sous l'angle politique, avec une réflexion sur la « classe ouvrière », la lutte des classes et le rapport au travail salarié - pour voir comment aller vers une « réduction du temps de travail sans diminution de salaire ». Donc pour à la fois inciter à rêver de nouveau et contribuer à rendre le rêve... réalité.*

## TRAVAIL ET CRISE DU CONFLIT POLITIQUE DANS LES SOCIÉTÉS OCCIDENTALES

*« Le travail emporte tout le temps, et avec lui on n'a nul loisir pour la République et les amis. »*

(Xénophon, Economique)

Le travail tel que nous l'entendons aujourd'hui est une signification imaginaire récente dans l'histoire humaine : elle est le fruit de notre société et l'un des piliers de son fonctionnement. Le mouvement révolutionnaire traditionnel qui s'était créé et épanoui en opposition avec l'ensemble des significations de cette société s'est très vite incorporé au système dominant pour n'en être plus d'abord qu'une critique interne et pour, finalement, dans la seconde partie de ce siècle, disparaître. Ce mouvement sociopolitique s'est en effet peu à peu fondé, sous ses figures dominantes - essentiellement marxiste, mais aussi anarchiste (surtout anarcho-syndicaliste) - sur des valeurs ouvriéristes et économicistes. Son objectif essentiel était la libération humaine par le travail, l'économie, la technique, les forces productives - complément de justification idéologique par excellence de la bureaucrate qui prétendit en être l'avant-garde dirigeante.

Je voudrais montrer que la fin du mouvement ouvrier traditionnel est contemporaine d'une crise anthropologique de notre société, des « valeurs »-significations qui la portent. Les situationnistes avaient nommé notre société en crise « société du spectacle » : elle ne fait plus que se re-produire interminablement dans l'autocaricature ; il en est de même, essentiellement, pour ce qui reste du mouvement révolutionnaire au sens étroit (militant).

## Le travail comme signification imaginaire de la société capitaliste

La « notion » de travail est inséparable de toute une constellation de significations imaginaires qui tisse notre manière d'exister et d'être au monde. Notre société se vit comme un système biologique autorégulé et auto-expansif fonctionnant par absorption d'énergie et d'information et « maîtrise rationnelle » de processus sociaux et naturels. Son utopie cauchemardesque naît de cette autodénégation de l'humanité sociale comme telle - création « culturelle » -, imaginaire et pas seulement espèce biologique. Elle est donc fondée sur une *antinomie* essentielle et inédite dans l'Histoire. Cette antinomie générale prend de multiples figures concrètes, nous l'envisageons ici dans le domaine du

travail.

Le travail est vécu comme la forme essentielle de toute activité humaine. Au départ, il naît dans l'élément matriciel du capitalisme : l'entreprise industrielle, la production. Mais il est préparé et finalement matérialisé au cours d'une période historique de latence pratique et idéologique sur laquelle je ne peux m'étendre - naissance et développement de la bourgeoisie et de son imaginaire, incarnation « protestante » de la religion, révolution philosophique et scientifique, bureaucratie d'Etat. L'entreprise industrielle (« fabrique ») classique est le lieu où viennent s'incarner et converger l'esprit bourgeois et la révolution techno-scientifique : tel est le noeud qui rend effective l'expansion pour l'expansion qui fait le coeur de notre imaginaire.

Travailler : créer un type d'individu - le prolétaire - dont les représentations, les désirs, les affects ne soient plus que ceux naissant dans l'activité productive, des rythmes indépendants des machines et des normes bureaucratiques, dont le *temps* par conséquent est vidé de sa substance et déterminé extérieurement - tel est l'objectif de la société qui s'épanouit au XIXe siècle. Tâche antinomique par excellence : demander à des individus - venant essentiellement d'une civilisation agro-pastorale étrangère au travail - de trimer seize heures par jour en brisant les communautés d'activité, les solidarités « informelles » sans lesquelles pourtant le travail est impossible, irréalisable. Absurdité constitutive.

## L'idée d'exploitation et le conflit politique dans la société capitaliste libérale classique

On remarque sans doute que j'insiste sur le côté domination plus que sur l'« exploitations - l'extorsion de plus-value, la marchandise, le salariat. En effet, pour moi, l'« exploitation » n'est qu'un moment de la domination. Ce que les marxistes, et l'essentiel du courant radical à leur suite, ont théorisé comme « exploitation » voilait l'essentiel du processus capitaliste et visait à légitimer comme bonne en soi l'expansion des forces productives. Contre cette conceptualisation idéologique, le mouvement ouvrier dans son effectivité - dans le travail concret et dans ses créations sociopolitiques révolutionnaires - a montré que l'exploitation ne peut être qu'une idée *politique* - présupposant l'idée d'une autre société possible : Autrement dit, le concept purement *économique* d'exploitation est une fallace. Dans l'acception marxienne dominante, l'exploitation - le dégagement d'un surplus par extorsion de plus-value au travail - exclut l'investissement productif comme intrinsèquement bon, « nécessaire » : il faut dire bien haut que l'expansion des forces productives est bien plutôt un *choix social-politique*. La « structure de l'investissement » devrait changer radicalement dans une période révolutionnaire - et cela relèverait de *choix politiques* réfléchissant sur et incarnant de nouvelles valeurs-significations.

Dans la théorie « révolutionnaire » dominante, le taux de surplus, donc d'exploitation des travailleurs, était principalement extérieur à ceux-ci (1) et à l'ensemble des « citoyens »-consommateurs. Un volume de temps de « travail socialement nécessaire » découlait *nécessairement* de la capacité productive globale du système. Ce fut l'apport principal de *Socialisme ou barbarie* de casser cette mystification - soeur jumelle de l'idéologie bourgeoise. *En fait*, le « taux d'exploitation » est le résultat d'un *conflit* qui prit une forme *politique* explicite dans la création révolutionnaire (conseils...) : à l'intérieur même de la production par la lutte entre producteurs et bourgeois contre le travail et les rythmes contraints, d'abord ; puis, très vite, entre producteurs et *appareils bureaucratiques* de domination économique et politique, dans l'usine et dans la société. L'utopie du Capital est d'éradiquer son antinomie principielle par automatisation intégrale et de la production, et de l'ensemble de la société (« consommation »). Cette utopie se matérialise dans une *idéologie* technocratique qui masque le caractère essentiellement *bureaucratique* de la domination contemporaine.

# La crise de la société et du conflit politique

La détermination des techniques, de l'économie, de l'organisation du travail fut longtemps l'enjeu d'une lutte de classes *explicite* - la lutte ouvrière fut longtemps (un siècle) l'élément central et déterminant de la *politique* contemporaine. Aujourd'hui, elle ne l'est plus - et c'est principalement cela qui a engendré la « crise » que nous vivons : l'autonomisation délirante de la sphère techno-scientifique par contumace de la lutte politique de la population - cette crise est impensable dans le référentiel radical traditionnel, marxiste ou anarchiste. Un travail (!) exhaustif devrait envisager l'ensemble de la crise *anthropologique* présente (ce qui n'est fait par personne à ce jour) ; je me contente bien entendu de l'envisager ici sous l'angle du travail.

On a montré (2) que le capitalisme n'a pu fonctionner, pendant cent soixante-dix ans, que par la lutte de classes, implicite et explicite. C'est ici que se marque la différence essentielle du capitalisme bureaucratique *libéral* et de systèmes bureaucratiques *totalitaires* dits « socialistes » : la possibilité - par une dure conquête pour la classe ouvrière, grâce aux droits acquis, qui ne sont pas seulement « formels », par conséquent, de négocier explicitement le salaire et l'ensemble du « contrat de travail » (durée et conditions de travail, etc.) : c'est par cette lutte qu'elle a pu, longtemps, réduire la durée du travail, empêcher l'augmentation de l'exploitation, limiter le chômage, etc.

Il me faut ici tracer rapidement le schéma général de l'histoire et de la fin de la lutte des classes au sens fort du terme. La lutte ouvrière eut longtemps un double aspect : dans la production, par la coopération informelle contre les normes techniques et bureaucratiques qui déplace sans cesse la limite formelle entre dirigeants et exécutants ; les appareils de domination, pour maîtriser la production, doivent en riposte rendre le travail de plus en plus impersonnel, abstrait : ce qui débouche finalement sur les impasses du taylorisme que connurent les pays occidentaux dans les années 60. L'autre aspect de la lutte des classes était politique et visait explicitement une orientation alternative de la société - il culmina dans la formation d'une classe politique au sens propre qui créa ses organisations (syndicales et autres), un véritable internationalisme et l'embryon d'une autre institution imaginaire de la société (communes, conseils, fédéralisme, remise en cause de l'économie, etc.). Aujourd'hui, ce qu'il reste de la « classe ouvrière » n'est plus qu'un ensemble hétérogène de groupes d'intérêt qui, hors de la production, ne luttent plus que pour une meilleure place dans la société et le maintien de ses statuts. Mais, plus fondamentalement, qu'est-ce que la « classe ouvrière » - et qu'est-ce que le travail aujourd'hui ?

Dans les années 60 et 70, les luttes ouvrières « informelles » (ou pas) dans l'entreprise atteignirent des proportions telles (grèves sauvages, absentéisme, turn-over important, etc.) que l'OST (Organisation scientifique du travail, taylorisme) dut pour une part être remise en cause : les expériences bureaucratiques d'« enrichissement des tâches », d'« équipes autonomes », les projets de la sociologie et de la psycho-sociologie bourgeoises commencèrent à fleurir. Virtuellement, le problème global de l'autogestion collective était alors posé en riposte à cette orientation : sauf cas marginaux, aux retombées partielles et momentanées (Lip, Fiat, etc.), la riposte ouvrière n'eut pas lieu.

La bourgeoisie et ses appareils bureaucratiques rompirent alors toute mesure et « décidèrent » (?) d'une véritable révolution technico-organisationnelle (les « restructurations industrielles » n'en sont qu'un aspect). Il faut donc bien voir que l'autonomisation techno-scientifique mondiale qui prit une allure insensée dans les années 80 est due pour l'essentiel à la fin de la classe ouvrière comme classe socialement en lutte explicite contre le système et, plus profondément, à l'évanescence générale des conflits politiques et à l'accélération concomitante de la privatisation des individus. En fait, l'organisation bureaucratique du travail, née, comme nous l'avons dit, dans la production, est devenue au tournant du siècle la forme générale de toute activité - la société elle-même prit l'aspect d'une gigantesque entreprise bureaucratique multipyramidale : l'Etat contemporain. Dans ces conditions, ce n'est pas seulement le travail productif qui entra en crise, mais toute activité humaine comme telle - le processus de socialisation et de mise en sens du monde. L'autonomisation de tous les secteurs et de toutes les organisations nécessita alors une intensification des médiations de tous genres (argent, médias, publicité, « services », « public relations », syndicats intégrés, etc.)

Dans un tel contexte, la classe ouvrière traditionnelle devient peu à peu marginale : dans la production automatisée, elle n'est plus qu'à la périphérie, ou bien carrément exclue des processus (« chômage »). Les ouvriers professionnels qui avaient longtemps été à l'avant-garde de la lutte ouvrière depuis Proudhon disparaissent peu à peu pour laisser place à des ouvriers qualifiés, à de nouveaux techniciens et à la fabrication et gestion assistées par ordinateur. La solidarité et les relations informelles d'atelier n'en sont rendues que plus difficiles, le travail fait de savoir-faire et de contact direct avec la matière est souvent remplacé par un travail de plus en plus abstrait, mais souvent tout aussi fatigant nerveusement.

D'autre part est peu à peu formée une nouvelle catégorie de travailleurs - sorte d'« aristocratie », « jeune et dynamique » - qui dispose de plus en plus de responsabilités et dont le travail est plus attrayant, enrichissant et complexe. Pour le reste, l'activité est de plus en plus impersonnelle et absurde.

## L'âge du travail programmé

Face à cette nouvelle impasse, les bureaucraties *ad hoc* pratiquent de plus en plus le « management participatif » sous toutes ses formes (en France depuis les lois Auroux, les dérisoires « groupes d'expression », les cercles de qualité », etc.). De plus, la suppression d'une grande partie de la classe ouvrière traditionnelle - par automatisation des tâches d'exécution simple, voire relativement complexes dans les secteurs les plus avancés (les systèmes-experts) - a conduit à des impasses ridicules : tout un nouveau réseau d'activités (entretien, réparation, surveillance...) a dû être intensifié vu les absurdités auxquelles conduit une automatisation trop poussée - d'où de nouveaux conflits... Bref, l'injonction paradoxale, le *double bind* auquel est soumis l'ouvrier décrit de longue date par Daniel Molhé - n'a fait en un sens que s'intensifier à *l'âge du travail programmé* : « Améliorer un système qui a été préalablement programmé » ; « modifier ce qui a été fait pour ne pas l'être » ; « faire entrer les aléas dans la programmation (3) ».

## L'idéologie actuelle et la colonisation de la vie quotidienne

Toute une idéologie de la transparence, de la communication - concomitante de la floraison des « réseaux informationnels-communicationnels » -, s'est ainsi développée. Le « management participatif » est en fait fondé sur une reconnaissance et un développement des groupes et relations informels de base en vue d'une mobilisation générale accrue et d'une circulation optimale de l'information. Dans ses formes les plus avancées et sous diverses variantes, il peut laisser place à une *forme d'auto-exploitation*. L'exemple le plus cité est celui de Toyota et de la méthode Ohno (le Taylor de la bureaucratie cool et cybernétiquement assistée) qui préconise une certaine rotation des tâches dans les différents secteurs et branches d'entreprise, une coopération étroite techniciens-ouvriers, le « flux tendu », etc. Des « équipes autonomes » de montage avaient déjà été « expérimentées » voici près de vingt ans chez Volvo...

Face au flot d'idéologie, il faut dire d'une part que l'organisation bureaucratique de l'entreprise et de la société n'est aucunement mise en question ; bien au contraire, toutes les mesures prises ne sont là que pour les fluidifier par l'informatisation des différents flux informationnels et la mobilisation générale - le tout rendu possible par une allergie de plus en plus grande des individus à toute forme de contrainte explicite ; d'autre part, que la dynamique enclenchée pourrait bien un jour retomber sur la gueule des « expérimentateurs professionnalisés en relations humaines » - la sélection des bons ouvriers qualifiés et autres techniciens soumis à ses limites imprévisibles qui peuvent être révélées à l'occasion d'une crise quelconque (4) (sabotage, absentéisme, grève sauvage, interruption facilitée des processus par l'informatique et les flux tendus qui peut paralyser toute une branche d'activités - grève de

Cléon, etc.).

Le travail productif - la part humaine dans le secteur industriel (« travail vivant ») tend donc à diminuer et à éclater en diverses catégories extrêmement hétérogènes - d'autant plus hétérogènes que nous sommes dans une phase de transition : les formes mentionnées plus haut coexistent avec un travail tout à fait traditionnel dans des entreprises de sous-traitance en développement et des PME surtout régionales (chaînes, rapports hiérarchiques autoritaires figés, etc.). D'autre part, nous l'avons dit, la *forme* travail s'est généralisée dans tous les domaines, et les projets de bureaucratisation-cybernétisation de nos vies quotidiennes ne manquent pas (« nouveaux gisements d'emplois »). C'est face à cette colonisation, selon le mot des situationnistes et d'autres, que la critique et l'action devraient se développer en priorité. Des campagnes de refus de la rationalisation-monétarisation-bureaucratisation de nos relations les plus quotidiennes, dont les chômeurs (futurs nouveaux domestiques chargés de l'« entretien » d'un monde de plus en plus artificiel) pourraient être les fers de lance. Il faut dénoncer avec opiniâtreté (constatons le vide actuel de l'action politique...) l'absurdité d'un tel système, fondé sur l'accroissement et la recherche insensée de *temps de travail*. Toute la rhétorique sur la « lutte contre le chômage » cherche à nous enfermer dans de faux dilemmes et des chantages insensés : « Vous êtes contre le travail, vous voulez donc enfermer les gens dans la marginalité et l'exclusion », etc. De toute façon, il est vrai que tant que la population dans son ensemble s'accroche comme devant le vide à l'idéologie du travail et à l'imaginaire de l'Economie, on est condamné à l'impuissance...

## Conséquences pour le mouvement révolutionnaire

En trente ans, la durée annuelle du travail a diminué d'un tiers, la production a plus que doublé. Ce qui signifie deux choses :

- la part du travail ouvrier proprement dit ne cesse de diminuer et la production échappe de plus en plus à la maîtrise de la majorité : la population est exclue du processus ;
- le système diminue la durée du travail de manière indirecte, essentiellement par le chômage et la précarisation.

Les conséquences sont aisées à tirer : il devient absurde de se baser sur une catégorie sociale minoritaire et relativement intégrée pour refonder un mouvement révolutionnaire ; le système fonctionne sur la recherche permanente de *temps de travail*, alors que la productivité de ce dernier en réduit sans cesse la part nécessaire ; il y a comme un consensus général d'appel à un temps vide et insensé de travail pour le travail qui fait le ciment essentiel à la mobilisation du peuple pour la course au développement ; mais, simultanément et paradoxalement, les gens refusent véritablement de se battre pour leur intégration dans le système de travail - ce qui tendrait à indiquer la tentation d'une désertion passive généralisée ! L'*idéologie* du travail se maintient, mais au fond plus personne n'y croit vraiment - sauf les cadres bosseurs et dynamiques. On ne sait sur quoi une telle situation peut déboucher tant que la population préfère le spectacle de la crise à la réaction inventive. Au « Participez je l'ordonne » des bureaucrates, l'individu n'*articule* aucune réponse. D'où le désarroi des « analystes »...

D'une manière ou d'une autre - ne serait-ce que par le RMI et l'écran TV -, les individus et les biens doivent circuler, sont le sang du processus, le « temps mort » est le principal ennemi. Dans le cycle infini production-travail-consommation-spectacle-recherche de travail, la part consacrée à l'amitié, l'amour, la solitude de la réflexion ou la politique au sens authentique des termes doit être combattue comme la peste par le système, et recyclée, falsifiée par lui : il renverse toute perspective en sa faveur - nous perdons *notre temps* dans un cycle absurde, mais nous devons faire comme si nous l'ignorions, comme si nous ne pouvions envisager un autre temps, des activités et un travail sensés socialement, une politique laissant place à l'autonomie et donnant chair à nos échanges concrets.

Peu nombreux furent ceux, dans l'histoire du mouvement révolutionnaire, qui ne glorifièrent pas d'une manière ou d'une autre le Travail rédempteur de l'humanité - Proudhon et Bakounine compris. Rares furent ceux - comme Stirner à qui il faut rendre hommage - qui surent dénoncer les dangers potentiels d'un communautarisme fondé sur la valeur centrale du travail. L'idéologie dominante du mouvement ouvrier traditionnel fut un élément essentiel de sa bureaucratisation (partidaire et syndicale) : la valorisation exorbitante du travail et de la production - suite et ferment inlégitime du et au productivisme capitaliste. Il faut ainsi faire son deuil de l'ouvriérisme hérité et des idéologies qui le portèrent : le vieil anarchisme et surtout le marxisme ; il n'y a pas de sauveur suprême, quelle que soit la catégorie sociale que nous pourrions faire postuler à ce rôle - la production, la technique, le travail ou la pauvreté ne sont pas en soi porteurs d'émancipation.

Quel est aujourd'hui le pivot central du système ? Certainement pas la production industrielle, métamorphosée et automatisée. C'est le savoir - l'enseignement permanent et la techno-science. Est-ce que les luttes des étudiants et leurs critiques éventuelles des méthodes d'enseignement et de l'Ecole, celles des personnels de santé et leur critique potentielle de la médecine moderne et de ses mythes, celles des scientifiques contre la folie des manipulations génétiques débridées, etc., sont moins importantes que ce que pourraient être les luttes ouvrières ?... La réponse s'impose évidemment. Mais quand on en est là, c'est tout le projet et les théories révolutionnaires qui doivent être refondées, renouvelées, et la question du qui le portera doit être envisagée à nouveaux frais, sachant qu'aucune catégorie ni domaine de la société ne peuvent plus être privilégiés.

Quel type d'individu et d'activité crée le « savoir » et la techno-science ? Quel type d'individu et d'activité crée les médias, la pub et les parcs d'attraction ? Un individu de plus en plus privatisé et conformiste, qui se fiche bien de ce qu'il fait pourvu qu'il fasse - tout, n'importe quoi, du bruit qu'il appellera « musique », des centrales nucléaires, des « expériences » sur embryons... Un individu qui se fichera d'autant plus des conséquences et des fins de son travail qu'il pourra s'y investir et s'y enfermer en un sens - cela est particulièrement vrai des scientifiques, comme l'ont bien vu les écrivains qui parlèrent de l'imaginaire totalitaire. On peut se demander de plus en plus si l'individu critique et réfléchissant que notre société a longtemps produit n'est pas en train de disparaître en se voilant la face pour éviter de voir qu'il marche vers l'abîme.

## Objectifs immédiats-préalable à un renouveau de la pensée et de l'action révolutionnaires

Devant cette réalité, que fait, que pense ce qu'il reste du « mouvement révolutionnaire » ? Misère !...

Tout est à reprendre, en pensée comme en acte. J'essaie de voir, face au travail, ce que pourraient être les objectifs immédiats :

- d'abord, autant que faire se peut, refuser son extension au coeur du plus quotidien de nos vies et étendre la sphère de la gratuité et de la solidarité communautaire, par la création de contre-pouvoirs coopératifs autogérés ;

- lutter pour la diminution du temps de travail socialement alloué en posant parallèlement l'enjeu de cette lutte : la mise en cause radicale du primat de l'Economie. Car la simple diminution du temps de travail ne suffit pas - cela, le système sait faire, à sa manière. Notre objectif doit être la réappropriation citoyenne de l'activité humaine - lui donner un sens par la délibération permanente sur ses fins, ses modalités, ses normes, son partage équilibré - pour tous et pour chacun. Fourier l'avait bien compris : les « passions pivotales » pour un type d'activité peuvent varier au cours d'une vie et être balancées par d'autres passions journalières. Certes, nous savons qu'une destruction absolue de la division du travail est impossible, qu'il n'y aura jamais de société transparente et sans conflits, notre projet ne doit

pas être une utopie ;

- finalement, la lutte est inséparable du renouvellement du ou des projets révolutionnaires à la lumière de la crise actuelle et de l'expérience passée de la tradition que nous souhaitons voir renaître : le recommencement du mouvement révolutionnaire, inauguré par la « classe ouvrière », dont nous savons aujourd'hui qu'elle n'est plus le porteur privilégié.

Cette remise en chantier ne pourrait en aucun cas privilégier l'Economie.

**Jean-Luc Leylavergne**

---

### Notes

1. On voit par là comment cette théorie est devenue une idéologie en accord parfait avec le système dominant.
2. C. Castoriadis, dans *Socialisme ou barbarie*, en 1960, « Le Mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne ».
3. J. Gautrat, revue *Travail*, n° 24, dossier « Le Management participatif », p. 67.
4. Voir le bulletin du groupe *Echanges et mouvement*.